



RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS

LE 31/12/2024

ASSOCIATION LA REUNION INNOVATION
SIÈGE SOCIAL : 10 RUE PIERRE MARINIER
97438 SAINTE-MARIE

SIRET : 924 151 111 00029

Aux Membres,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **LA REUNION INNOVATION** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Nous précisons que votre association n'étant pas tenue précédemment de désigner un commissaire aux comptes, les comptes de l'exercice N-1 n'ont pas fait l'objet d'une certification.

FONDEMENT DE L'OPINION

RÉFÉRENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDÉPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-50 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons précédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure en annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Sainte-Clotilde, le 10 juin 2025

Pour la société ÆGIL
Commissaire aux Comptes



Laurielle MOUSSA
Commissaire aux Comptes



ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan actif

| | Brut | Amortissement Dépréciation | Net au 31/12/2024 | Net au 31/12/2023 |
|---|---------|-------------------------------|----------------------|----------------------|
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 5 897 | 402 | 5 495 | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Autres immobilisations financières | 8 715 | | 8 715 | |
| Total I | 14 612 | 402 | 14 210 | |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Créances | | | | |
| Créances usagers et comptes rattachés | 18 000 | | 18 000 | |
| Autres créances | 185 071 | | 185 071 | |
| Autres postes de l'actif circulant | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | 476 901 | | 476 901 | |
| Disponibilités | 125 791 | | 125 791 | 17 000 |
| Charges constatés d'avance | 713 | | 713 | |
| Total II | 806 476 | | 806 476 | 17 000 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 821 088 | 402 | 820 686 | 17 000 |
| Legs nets à réaliser : | | | | |
| acceptés par les organes statutairements compétents | | | | |
| autorisés par l'organisme de tutelle | | | | |
| Dons en nature restant à vendre : | | | | |

Bilan passif

| | au 31/12/2024 | au 31/12/2023 |
|--|------------------|------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Réserves | | |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 379 368 | |
| Situation nette (sous-total) | 379 368 | |
| Total I | 379 368 | |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| PROVISIONS | | |
| DETTES | | |
| Emprunts et dettes financières diverses | 400 000 | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 16 061 | |
| Dettes fiscales et sociales | 25 257 | |
| Produits constatés d'avance | | 17 000 |
| Total IV | 441 318 | 17 000 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 820 686 | 17 000 |

| | |
|--|---------|
| (1) Dont à plus d'un an (a) | 268 000 |
| Dont à moins d'un an (a) | 173 318 |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque | |
| (3) Dont emprunts participatifs | |
| (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours | |

Compte de résultat

| | Exercice N 31/12/2024 | Exercice N-1 31/12/2023 |
|---|--------------------------|----------------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Cotisations | 465 000 | |
| Ventes de biens et de services | | |
| Produits de tiers financeurs | | |
| <i>Concours publics et subventions d'exploitation</i> | 185 646 | |
| Autres produits | 520 | |
| Total I | 651 166 | |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Autres achats et charges externes | 57 461 | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 1 015 | |
| Salaires et traitements | 153 091 | |
| Charges sociales | 60 791 | |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 402 | |
| Autres charges | 1 109 | |
| Total II | 273 869 | |
| 1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | 377 297 | |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 2 145 | |
| Différences positives de change | 9 | |
| Total III | 2 154 | |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| Différences négatives de change | 2 | |
| Total IV | 2 | |
| 2. RESULTAT FINANCIER (III-IV) | 2 153 | |

Compte de résultat

| | Exercice N 31/12/2024 | Exercice N-1 31/12/2023 |
|--|--------------------------|----------------------------|
| | | |
| 3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV) | 379 450 | |
| | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Sur opérations de gestion | 81 | |
| Total VI | 81 | |
| 4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) | -81 | |
| | | |
| Total des produits (I+III+V) | 653 320 | |
| Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII) | 273 951 | |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 379 368 | |
| | | |

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : LA REUNION INNOVATION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 820 686 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 379 368 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'agence d'innovation de la Réunion a pour but d'organiser et mettre en oeuvre des actions dans les domaines de l'innovation et de la recherche et contribuer à la définition et à la mise en oeuvre de la stratégie territoriale dans ces domaines.

Plus particulièrement, l'Agence a pour missions :

- de réaliser des actions de conseil, d'analyse stratégique et de prospective, notamment pour appuyer les actions du comité régional pour l'innovation (CRI) ;
- de participer à l'élaboration et au déploiement de la stratégie liée à l'innovation sur la base d'un partenariat entre la Région Réunion, l'État, le Département de La Réunion et les établissements publics de coopération intercommunale, d'une mobilisation des acteurs de l'écosystème et d'une volonté de déployer une politique ambitieuse de visibilité à l'internationale et d'insertion dans les réseaux ;
- de contribuer au développement d'une innovation responsable dans toute sa dimension (innovation technique et scientifique, innovation sociale et sociétale, innovation territoriale, innovation des entreprises, etc), reposant sur l'éthique, la durabilité environnementale, la pertinence sociale et sociétale, la frugalité en vue, notamment, d'apporter des actions aux grands défis du territoire et de développer de nouveaux gisements d'activités et d'emplois en cohérence avec la nouvelle économie ;
- de suivre et animer les déclinaisons des stratégies territoriales d'innovation, telle que la « Stratégie réunionnaise de Spécialisation intelligente pour un développement social et soutenable » ;
- d'accompagner les acteurs publics et privés locaux dans leurs démarches de recherche et d'innovation, via notamment, la valorisation des actifs de la recherche, l'accompagnement et le développement de réponses à des appels à projets ou des appels à manifestation d'intérêt régionaux, nationaux ou européens, le développement et l'innovation territorial, l'accompagnement à la recherche de fonds privés dédiés à l'innovation, etc ;

L'Agence est admise à effectuer toute opération se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou pouvant en favoriser la réalisation

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

| | Au début d'exercice | Augmentation | Diminution | En fin d'exercice |
|--|------------------------|--------------|------------|----------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Instal.générales, agencements et aménagements constr | | | | |
| - Instal.techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| - Instal.générales, agencements aménagements divers | | | | |
| - Matériel de transport | | | | |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | | 6 887 | 990 | 5 897 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| - Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| - Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | | 6 887 | 990 | 5 897 |
| - Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| - Autres participations | | | | |
| - Autres titres immobilisés | | | | 8 715 |
| - Prêts et autres immobilisations financières | | | | 8 715 |
| Immobilisations financières | | | | 8 715 |
| ACTIF IMMOBILISE | | 6 887 | 990 | 14 612 |
| | | | | |

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

| | Au début de l'exercice | Augmentation | Diminutions | A la fin de l'exercice |
|---|------------------------|--------------|-------------|------------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Instal.générales, agencements, aménagements construc. | | | | |
| - Instal.techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| - Instal.générales, agencements aménagements divers | | | | |
| - Matériel de transport | | | | |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | | 1 392 | 990 | 402 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles | | 1 392 | 990 | 402 |
| ACTIF IMMOBILISE | | 1 392 | 990 | 402 |
| | | | | |

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 212 500 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an |
|--|--------------|---------------------------|--------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres | 8 715 | | 8 715 |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 18 000 | 18 000 | |
| Autres | 185 071 | 185 071 | |
| Charges constatées d'avance | 713 | 713 | |
| Total | 212 500 | 203 784 | 8 715 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | | | |

Produits à recevoir

| | Montant |
|-------------------------------------|---------|
| Charges sociales - produits à recev | 1 000 |
| Total | 1 000 |
| | |

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 441 318 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an | Echéances à plus de 5 ans |
|---|--------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | | | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| - à 1 an au maximum à l'origine | | | | |
| - à plus de 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (*) (**) | 400 000 | 132 000 | 268 000 | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 16 061 | 16 061 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 25 257 | 25 257 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes (**) | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| Total | 441 318 | 173 318 | 268 000 | |
| (*) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (*) Emprunts remboursés sur l'exercice | | | | |
| (**) Dont envers les associés | | | | |

Charges à payer

| | Montant |
|------------------------------------|---------|
| Fournisseurs - fact. non parvenues | 10 843 |
| Dettes provis. pr congés à payer | 7 032 |
| Charges sociales s/congés à payer | 3 150 |
| Contribution formation prof | 61 |
| Total | 21 085 |

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

| | Charges d'exploitation | Charges Financières | Charges Exceptionnelles |
|-----------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------------|
| Charges constatées d avance | 713 | | |
| Total | 713 | | |
| | | | |

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

| | Union européenne | Etat | Collectivités territoriales | CAF | Autres | Total |
|------------------------------|------------------|-------|-----------------------------|-----|--------|---------|
| Concours publics | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | 156 099 | 2 000 | 27 547 | | | 185 646 |
| Subventions d'équilibre | | | | | | |
| Subventions d'investissement | | | | | | |
| | | | | | | 185 646 |



AEGIL AUDIT est un cabinet d'audit et de commissariat aux comptes basé
à Sainte-Clotilde, membre de la Compagnie Nationale
des Commissaires aux Comptes.

Nous proposons une approche d'audit adaptée à chaque structure et
fournissons des solutions agiles et durables à nos clients permettant
de maintenir une qualité élevée lors de la réalisation d'audit légal et contractuel.

306 Résidence Anaxagore - 26 rue Jean Cocteau, 97490 Sainte Clotilde

Tel : +262 262 30 62 12

contact@aegil.fr

www.aegil.fr

SARL d'audit légal au capital de 10 000 euros

RCS SAINT DENIS - SIREN : 791 696 123 - APE : 6920Z

